



Les Français et la prévention santé

Sondage Ifop pour la Fondation PiLeJe

Contact Ifop :

Frédéric Dabi

Directeur Général Adjoint de l'Ifop

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / 06 16 97 06 01

frederic.dabi@ifop.com

Octobre 2014

"Promouvoir la santé durable"



1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour la Fondation PiLeJe

Echantillon



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **985** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Méthodologie



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil



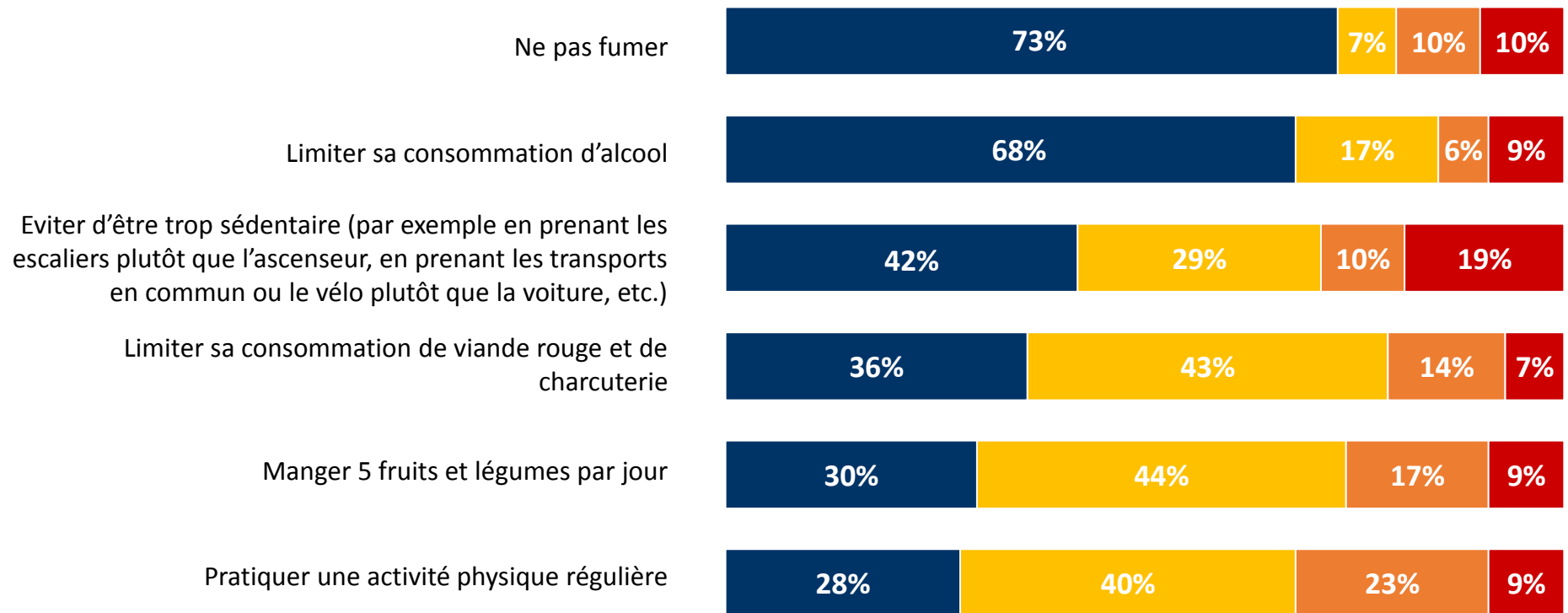
Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 14 au 16 octobre 2014.

2 | Les résultats de l'étude



QUESTION : Vous savez qu'il existe des bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies. Pour chacune des bonnes pratiques suivantes, diriez-vous que vous parvenez totalement à la suivre, vous essayez de la suivre, mais vous n'y arrivez pas toujours, c'est difficile, vous ne parvenez pas à la suivre, mais vous auriez envie de la suivre, vous ne cherchez pas à la suivre ?

Base : Ensemble des Français



■ Vous parvenez totalement à la suivre
 ■ Vous essayez de la suivre, mais vous n'y arrivez pas toujours, c'est difficile
 ■ Vous ne parvenez pas à la suivre, mais vous auriez envie de la suivre
 ■ Vous ne cherchez pas à la suivre

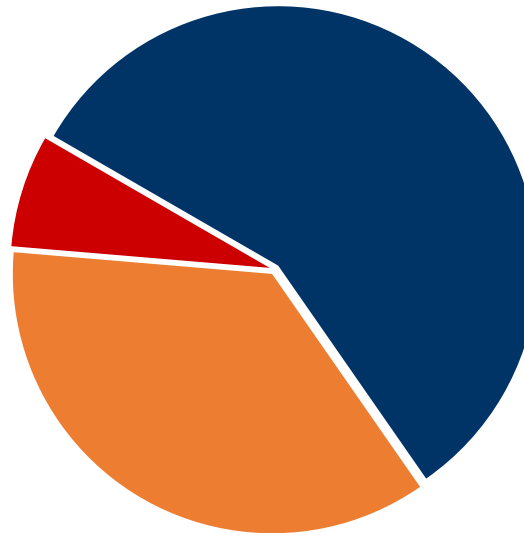
QUESTION : Vous savez qu'il existe des bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies. Pour chacune des bonnes pratiques suivantes, diriez-vous que vous parvenez totalement à la suivre, vous essayez de la suivre, mais vous n'y arrivez pas toujours, c'est difficile, vous ne parvenez pas à la suivre, mais vous auriez envie de la suivre, vous ne cherchez pas à la suivre ?

Base : Ensemble des Français

Indicateur construit à partir des réponses données à la question précédente

Réfractaire à la prévention (Donne une majorité de réponse « Vous ne cherchez pas à la suivre » à la question précédente)

7%



Adepte de la prévention (Donne une majorité de réponses « Vous parvenez totalement à la suivre » à la question précédente)

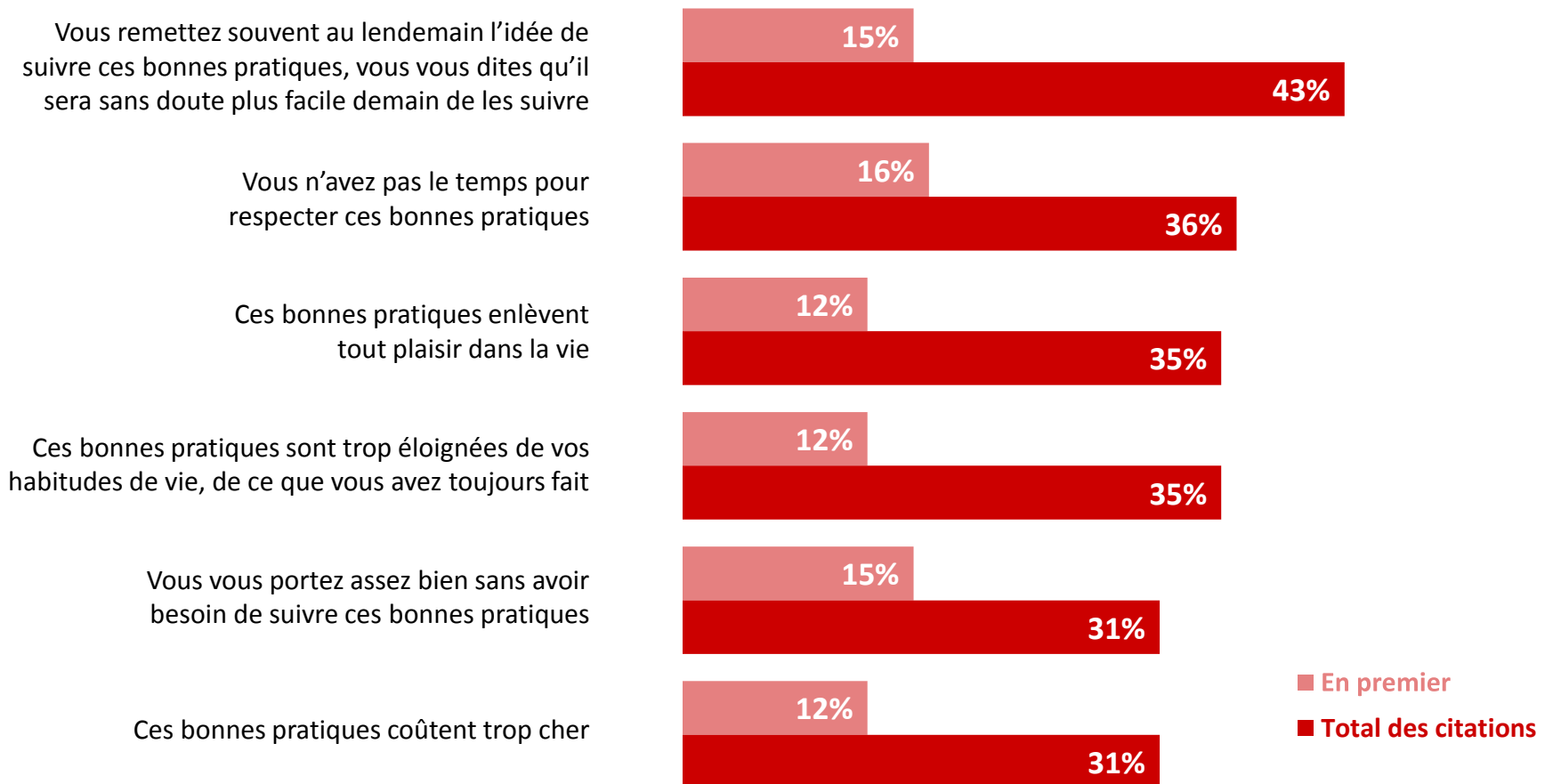
57%

Adepte contrarié de la prévention (Donne une majorité de réponses « Vous essayez de la suivre mais vous n'y arrivez pas toujours ; c'est difficile » ou « Vous ne parvenez pas à la suivre mais vous auriez envie de la suivre » à la question précédente)

36%

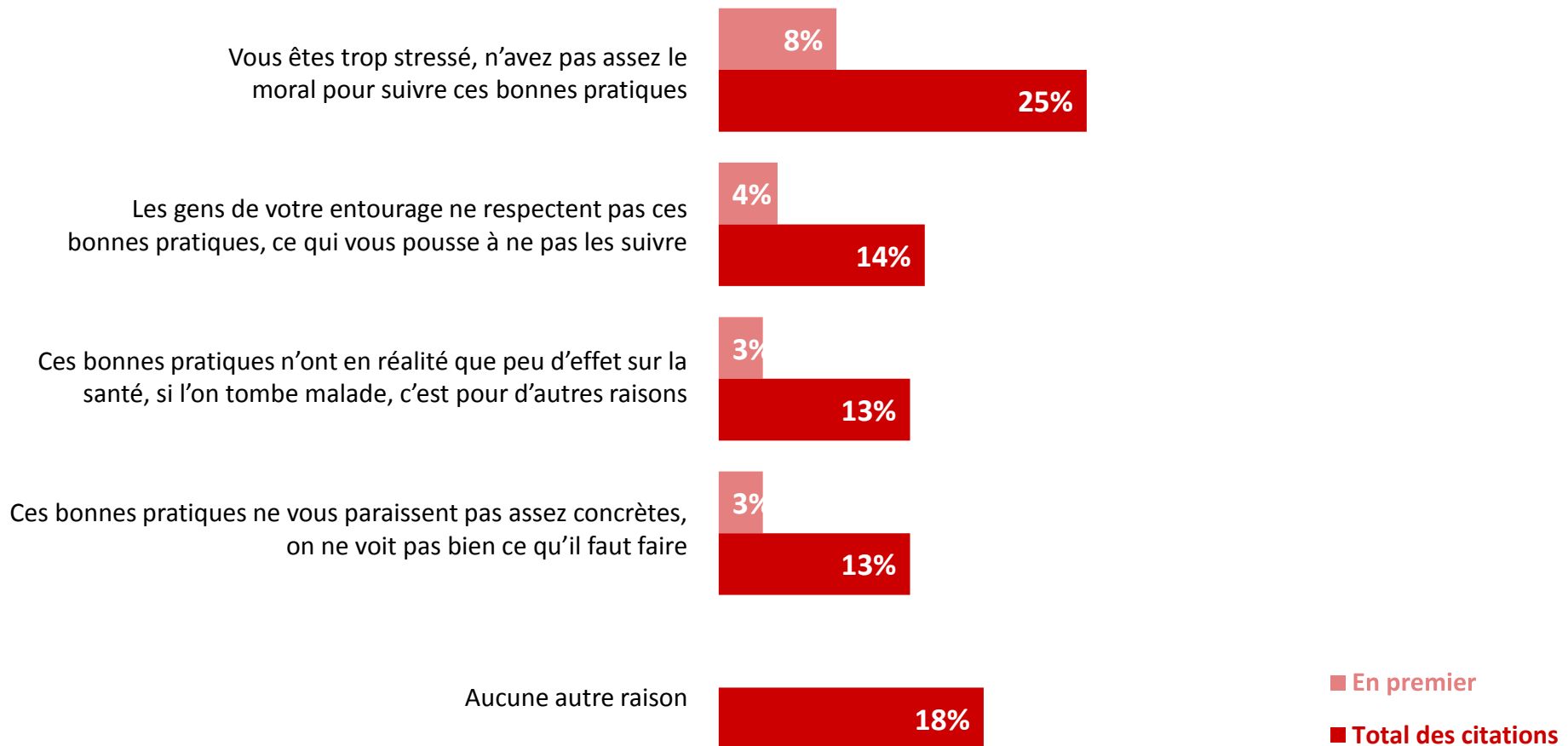
QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelle est celle qui explique le mieux que vous ne parveniez pas toujours à suivre les bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies ? En premier ? En deuxième ? Et en troisième ?

Base : aux personnes éprouvant des difficultés ou ne cherchant pas à suivre les bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies, soit 69% de l'échantillon.



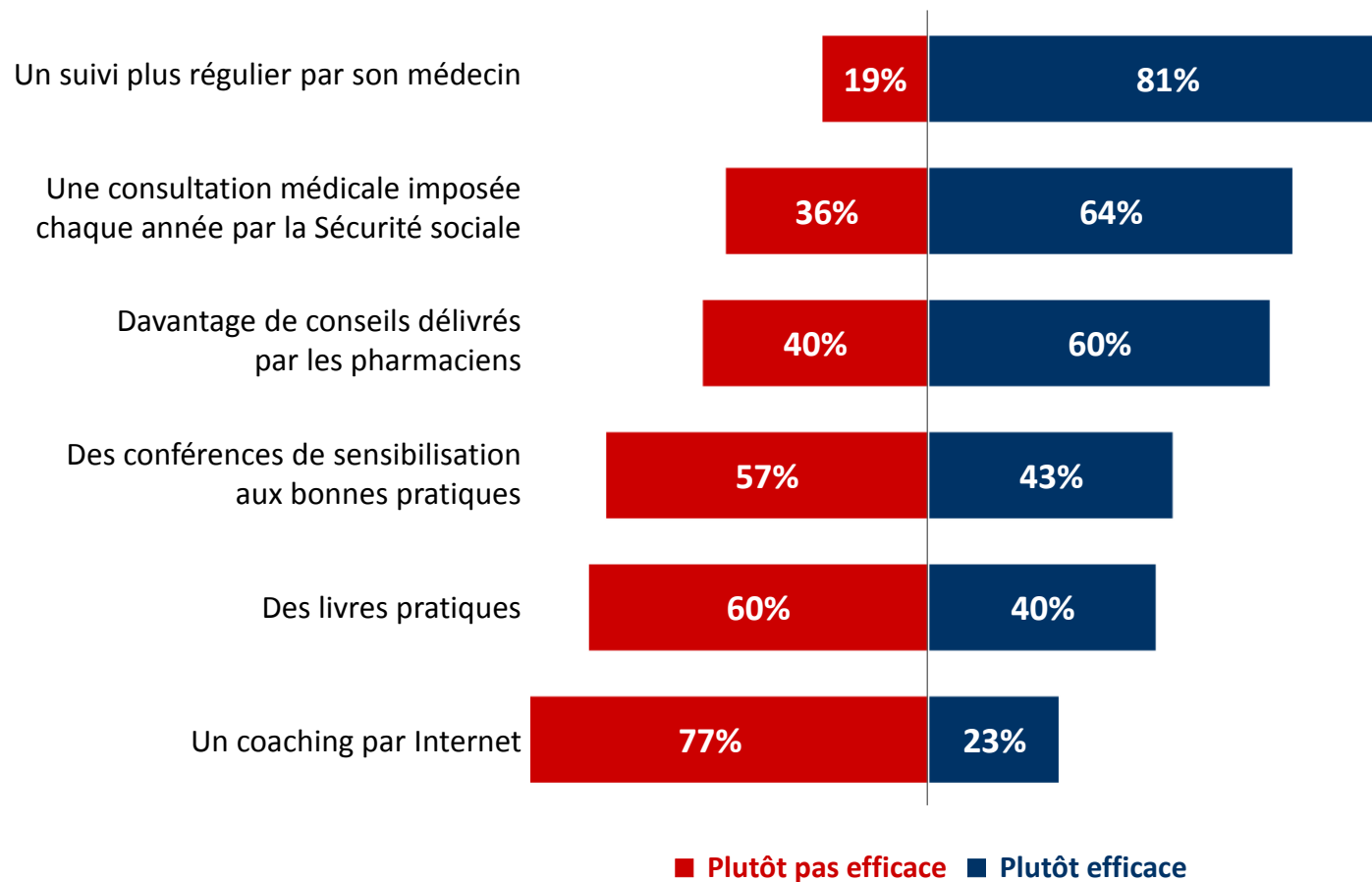
QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelle est celle qui explique le mieux que vous ne parveniez pas toujours à suivre les bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies ? En premier ? En deuxième ? Et en troisième ?

Base : aux personnes éprouvant des difficultés ou ne cherchant pas à suivre les bonnes pratiques recommandées pour rester en bonne santé et prévenir certaines maladies, soit 69% de l'échantillon.



QUESTION : Selon vous, pour chacune des pistes suivantes destinées à permettre un meilleur suivi des bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies, diriez-vous qu'elle vous semble plutôt efficace ou plutôt pas efficace ?

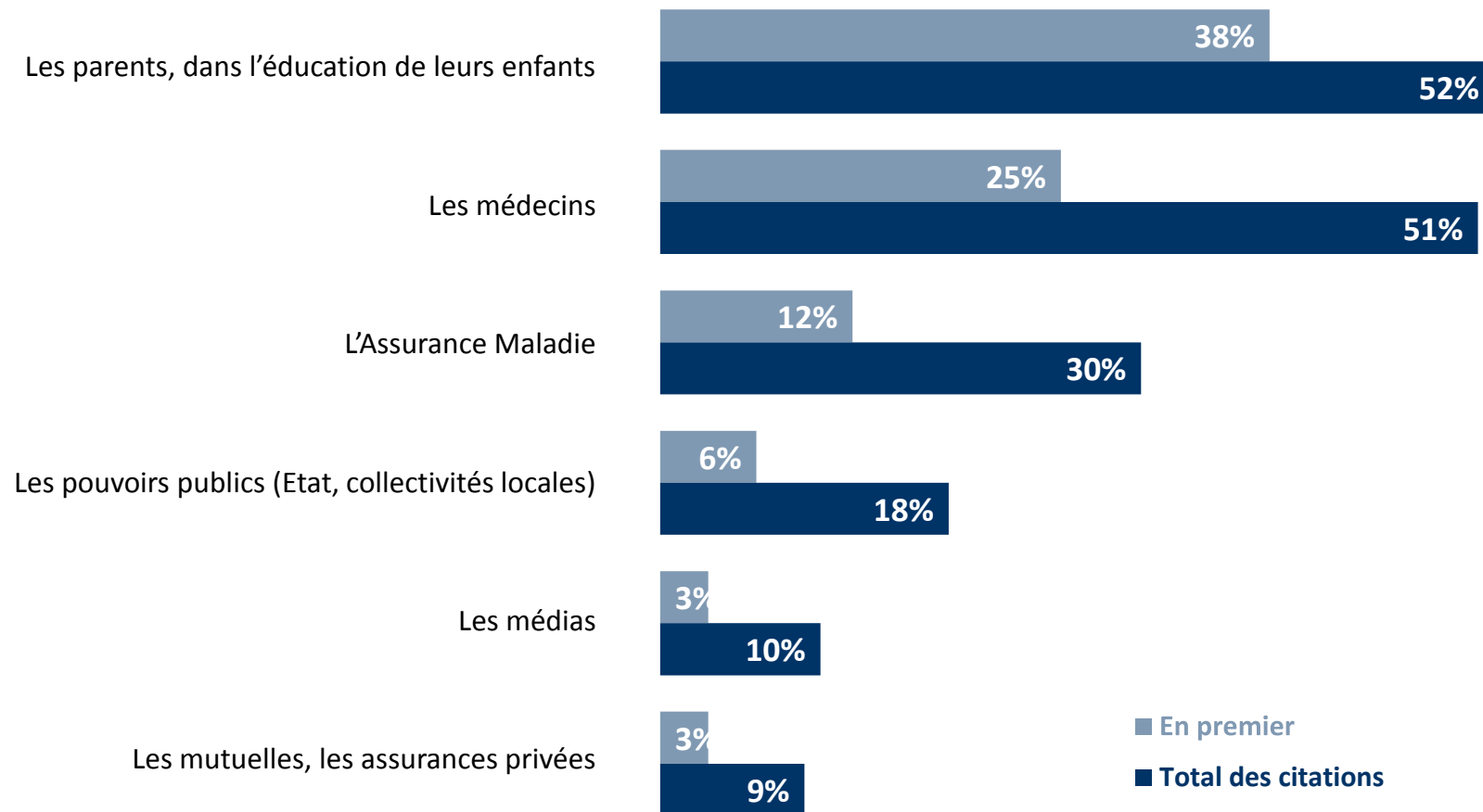
Base : Ensemble des Français



% « Plutôt efficace »	
Adeptes contrariés de la prévention	Réfractaires à la prévention
80%	60%
64%	49%
59%	45%
38%	27%
37%	25%
28%	11%

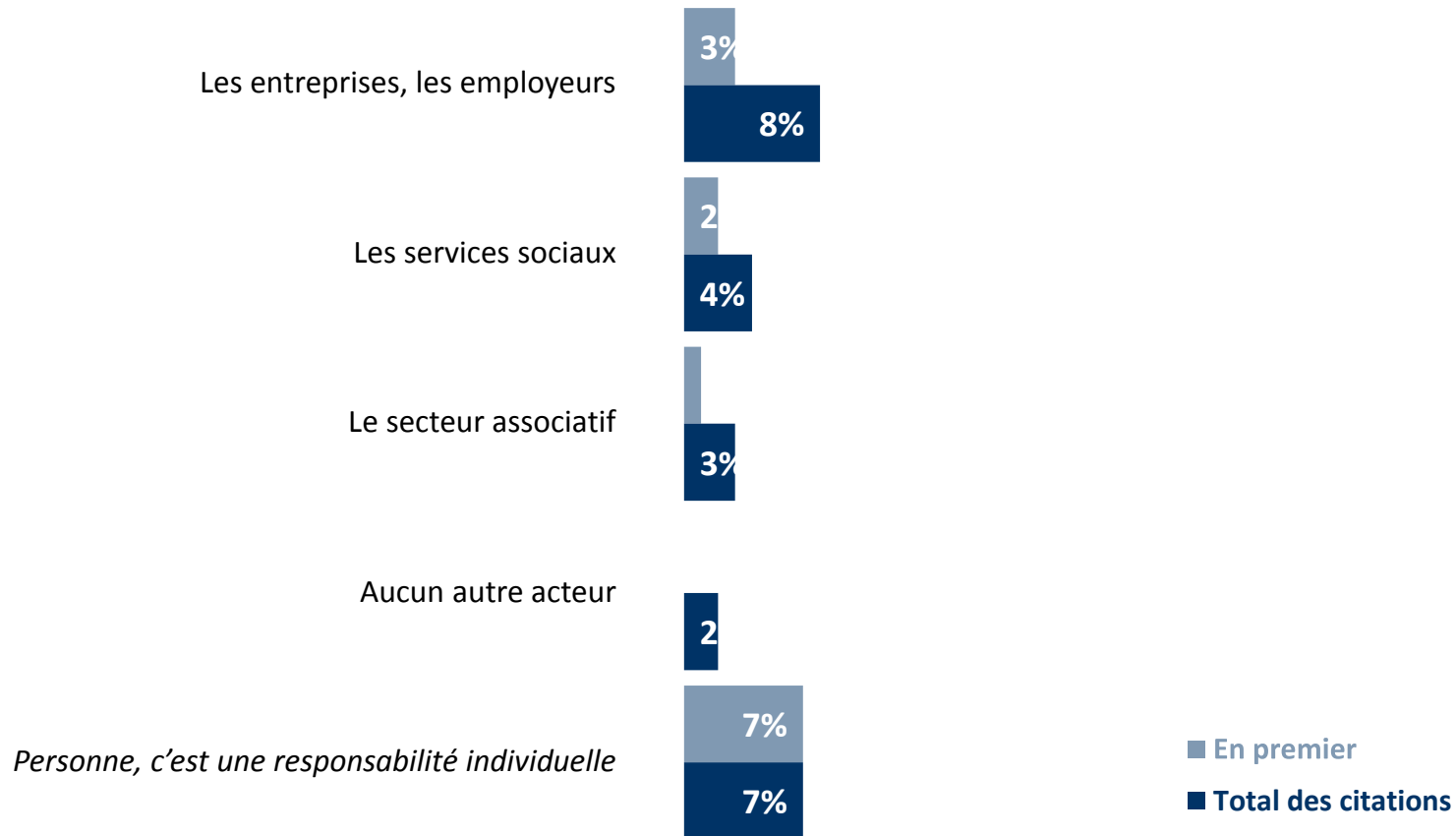
QUESTION : Et selon vous, pour un meilleur suivi en France des bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies, quel acteur devrait jouer un rôle plus important ? En premier ? Et en second ?

Base : Ensemble des Français



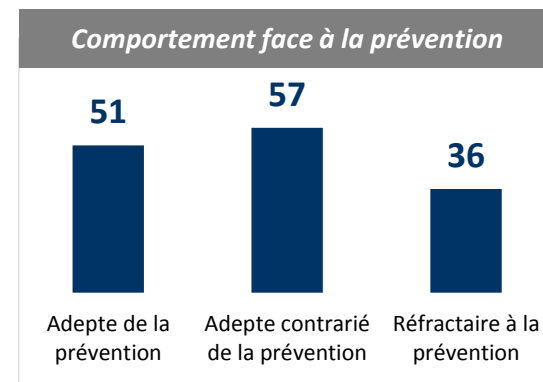
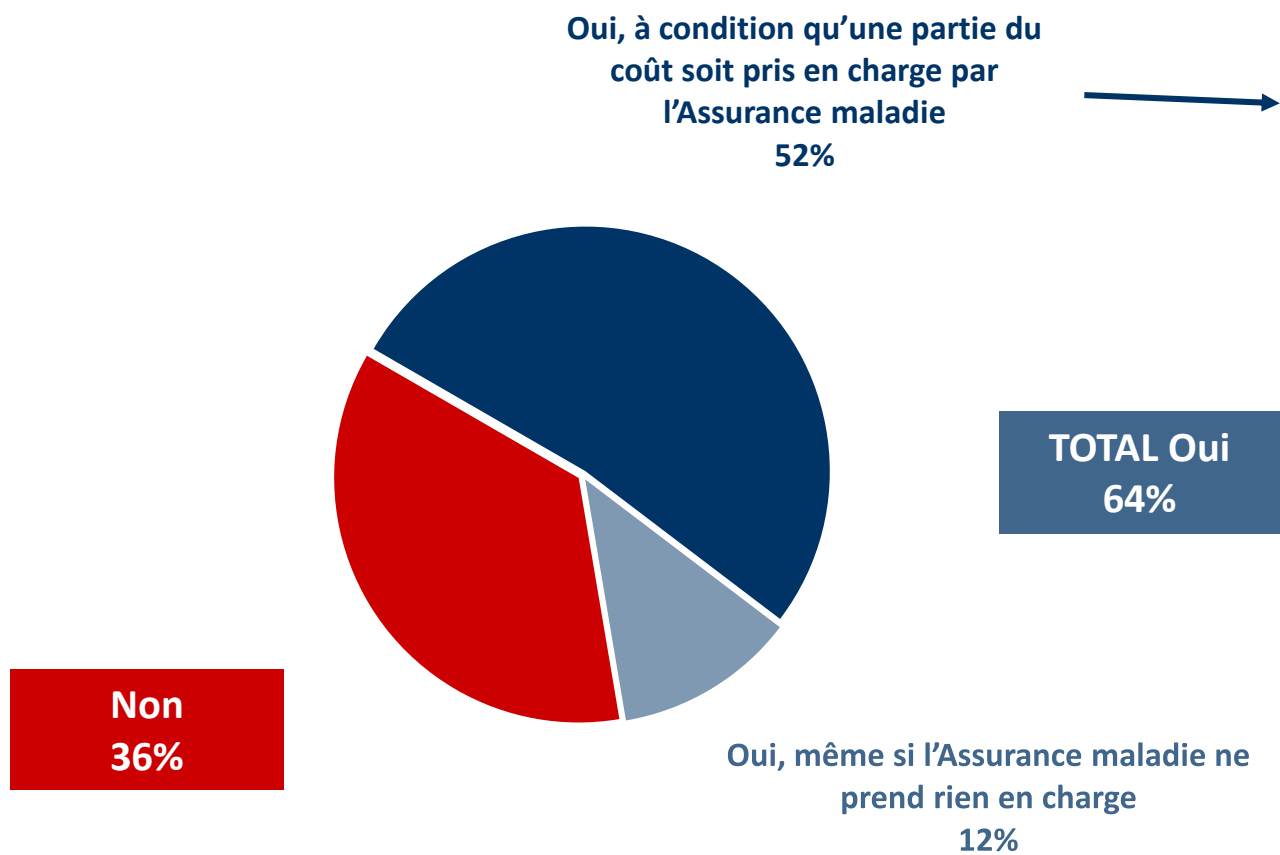
QUESTION : Et selon vous, pour un meilleur suivi en France des bonnes pratiques pour rester en bonne santé ou prévenir certaines maladies, quel acteur devrait jouer un rôle plus important ? En premier ? Et en second ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : On évoque parfois la création d'un service médical de prévention individualisé. Ce service serait organisé en complément du parcours de soins habituel et permettrait à chaque patient d'être aidé pour connaître ses facteurs de risque en matière de santé et les prévenir, par des recommandations individualisées, l'objectif final étant de lui permettre de rester plus longtemps en bonne santé. Vous personnellement, seriez-vous prêt à payer pour profiter d'un tel service

Base : Ensemble des Français



3 | Les principaux enseignements



Des bonnes pratiques de santé bien intégrées mais inégalement suivies

Il y a, parmi toutes celles testées, **deux bonnes pratiques permettant de rester en bonne santé et de prévenir certaines maladies qui sont très majoritairement suivies par les Français : 73% parviennent ainsi à ne pas fumer, et 68% à modérer leur consommation d'alcool.** On relèvera que 10% des interviewés ne cherchent pas à arrêter la cigarette, quand 7% s'y emploient sans vraiment y arriver et 10% aimeraient se passer de fumer mais n'y arrivent pas. Quant à l'alcool, 9% n'ont pas l'intention de modifier leur consommation, 17% essaient mais reconnaissent que c'est difficile, et 6% n'arrivent pas à la limiter, tout en souhaitant y parvenir.

Le fait de manger moins de viande rouge ou de charcuterie apparaît comme un comportement moins évident, puisque seuls 42% des Français affirment suivre cette bonne pratique alors que, dans le même temps, 29% s'y essaient avec difficulté, 10% souhaiteraient s'y mettre et 19% s'y déclarent réfractaires.

Les autres recommandations classiques (éviter la sédentarité, manger cinq fruits et légumes par jour et pratiquer une activité physique régulière), même si elles sont parfaitement suivies par une proportion moindre de la population (de 28 à 36%), motivent quant à elles toujours plus de quatre personnes sur dix (40 à 44%) et sont rejetées par moins de 10% des Français, ce qui montre qu'elles sont plutôt bien intégrées.

Pour chacune de ces pratiques, à l'exception de « ne pas fumer » ou encore d'éviter la sédentarité, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à déclarer s'y tenir. On relève aussi que plus on progresse en âge, plus on a tendance à s'abstenir de fumer, et surtout de chercher à bien s'alimenter (en modérant la consommation de viande rouge ou de charcuterie, et en mangeant 5 fruits et légumes par jour).

Si l'on agrège les réponses données s'agissant de toutes ces bonnes pratiques, on peut découper l'échantillon en trois catégories : 57% des Français parviennent à suivre la majorité des bonnes pratiques, un peu plus d'un tiers (36%) sont ce qu'on pourrait appeler des « adeptes contrariés de la prévention », c'est-à-dire des personnes qui suivent les recommandations mais difficilement, ou encore qui ne les suivent pas mais y aspirent, et enfin 7% pourraient être considérés comme des « réfractaires », c'est-à-dire ne cherchent pas à les suivre.

A propos de ces comportements généraux, on observe que **les femmes sont plus adeptes de la prévention** (61%, soit 9 points de plus que les hommes), **de même que les plus âgés** (jusqu'à 69% des personnes de 65 ans et plus). *A contrario*, les jeunes hommes se révèlent surreprésentés parmi les adeptes contrariés (44%) et les réfractaires à la prévention (14%), tout comme les catégories socioprofessionnelles modestes (pour 49% adeptes contrariés et 10% réfractaires).

La motivation comme principal obstacle au suivi des bonnes pratiques

Pour expliquer les difficultés à adopter les bonnes pratiques en matière de santé, les adeptes contrariés et les réfractaires avancent le plus souvent la tendance qu'ils ont à repousser au lendemain leurs bonnes résolutions (43% de citations), en se disant qu'il sera alors plus facile de les suivre. Aussi, entre un quart et un tiers d'entre eux détaille divers types de contraintes : le manque de temps (36%), le fait que ces pratiques enlèvent tout plaisir dans la vie (35%), qu'elles sont trop éloignées de leurs habitudes (35%), qu'elles coûtent trop cher (31%) ou encore qu'elles sont incompatibles avec le stress ressenti (25%). Au-delà de ces contraintes, les adeptes contrariés et les réfractaires avancent également d'autres raisons, qui mettent davantage à distance les bonnes pratiques et remettent en cause leur bien-fondé : pour certains, elles ne sont pas nécessaires à leur bonne santé (31%) ou elles n'ont que peu d'effet (13%), elles sont pas suivies par l'entourage, ce qui ne motive pas à les adopter soi-même (14%), ou bien elles demeurent trop floues pour être mises en œuvre (13%).

Dans l'invocation des raisons expliquant les difficultés à adopter les bonnes pratiques en matière de santé, on observe notamment un clivage de sexe. En effet, **les femmes ont davantage tendance à citer des raisons liées au manque de motivation ou aux contraintes** (47% repoussent en lendemain, 42% manquent de temps, 28% sont trop stressées), **alors que les hommes ont recours au registre du plaisir, qu'ils opposent à des pratiques de toute manière jugées peu utiles** (40% parlent du sacrifice du plaisir, 38% déclarent que les bonnes pratiques sont trop éloignées de leurs habitudes, et 33% qu'elles leur sont inutiles).

Le suivi par un professionnel de santé : meilleur moyen de respecter les bonnes pratiques

Amenée à évaluer l'efficacité de diverses pistes permettant un meilleur suivi des bonnes pratiques en matière de santé, la majorité des Français se prononce positivement sur les initiatives impliquant les professionnels de santé : en effet, huit personnes sur dix estiment qu'un suivi plus régulier du médecin favoriserait le respect des bonnes pratiques (81%), et quelque six interviewés sur dix considèrent qu'une consultation médicale annuelle imposée par la Sécurité sociale (64%) et davantage de conseils délivrés par le pharmacien (60%) seraient efficaces pour atteindre cet objectif.

Une part importante des Français, bien que minoritaire, voit aussi dans l'information un moyen efficace de mieux suivre les bonnes pratiques en matière de santé : c'est le cas pour des conférences de sensibilisation auxdites recommandations (pour 43%) et des livres pratiques (40%). En revanche, l'idée du coaching par internet ne convainc guère puisque trois quarts des Français estiment que celui-ci n'est pas efficace pour améliorer le suivi des bonnes pratiques (77%).

Dans le détail, on observe que le suivi plus régulier du médecin est jugé davantage efficace par la population qui le consulte le plus, c'est-à-dire les plus âgés (jusqu'à 86% chez les personnes de 65 ans et plus) alors que, toujours chez les professionnels de santé, les jeunes se distinguent en faveur des conseils délivrés par le pharmacien (65% des moins de 35 ans jugent cette piste efficace, contre 58% chez leurs aînés). Les jeunes se montrent également plus optimistes quant à l'efficacité des livres pratiques (47% chez les moins de 35 ans) et du coaching par internet (36%, soit presque trois fois plus que les plus âgés). Aussi, dans l'ensemble, les adeptes de la prévention émettent des opinions plus favorables pour chacune de ces pistes de suivi, excepté pour le coaching par internet, celui-ci étant surtout jugé efficace par les adeptes contrariés de la prévention (28%).

La primauté de la famille et du médecin généraliste dans l'accompagnement des bonnes pratiques

En ce qui concerne les acteurs susceptibles de jouer un rôle plus important pour assurer le suivi des bonnes pratiques en matière de santé, les plus légitimes et les plus cités se révèlent être les parents (52%) et les médecins (51%). La moitié des Français place ainsi sa confiance dans l'éducation donnée par les parents ainsi que dans la figure d'autorité et de proximité du généraliste. Une part importante des interviewés considère par ailleurs que l'Assurance Maladie (30%) et les pouvoirs publics (18%) devraient jouer un rôle plus important pour assurer un meilleur suivi des bonnes pratiques, loin devant des acteurs privés comme les médias (10%), les mutuelles et assurances (9%), les entreprises (8%), ou encore des acteurs parallèles comme les services sociaux (4%) ou les associations (3%). A noter que 7% des Français considèrent que le suivi des bonnes pratiques est avant tout une affaire individuelle, qui n'appelle pas l'intervention accrue qu'un quelconque acteur.

On relève que les deux acteurs considérés comme les plus légitimes, les parents et les médecins, sont davantage cités par les femmes (+5 à 10 points par rapport aux hommes), les personnes âgées de 35 ans et plus (+10 à 11 points que les autres) et les adeptes de la prévention (jusqu'à 35 points de différence). *A contrario*, les jeunes hommes se reportent plus que la moyenne en faveur des pouvoirs publics (27%) et des médias (17%). En matière de de catégorie socioprofessionnelle, on note que les plus aisés mettent davantage l'accent sur la figure des parents que les catégories populaires (56%, contre 48%), mais apparaissent en retrait s'agissant du médecin (46%, contre 50% chez les ouvriers).

Deux tiers des Français prêts à payer pour un suivi individualisé

Devant la difficulté qu'il peut y avoir à suivre les bonnes pratiques en matière de santé, près de deux tiers des Français se déclarent prêts à payer pour profiter d'un service médical de prévention individualisé (64%), environ la moitié des interviewés y mettant comme condition que l'Assurance maladie prenne en charge une partie du coût d'un tel dispositif (52%). Au final, seul un tiers des Français ne serait pas prêt à payer pour un suivi médical de prévention individuel. Dans le détail, on observe assez logiquement des résultats inégaux entre les catégories supérieures et les plus modestes : si trois quarts des CSP+ sont prêts à payer pour ce type de service (75%), cette proportion est de 19 points inférieure chez les ouvriers (56%). On note cependant que parmi les plus aisés, 60% tiennent tout de même à ce que l'Assurance maladie contribue à payer ce service médical de prévention individualisé. Enfin, les adeptes contrariés de la prévention, c'est-à-dire ceux qui ont le plus besoin de soutien, figurent parmi les plus disposés à recourir à ce type de service (68%).